



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Sommet mondial de l'alimentation. Rome - 11-18 novembre 1996

M. Alain Revel

Citer ce document / Cite this document :

Revel Alain. Sommet mondial de l'alimentation. Rome - 11-18 novembre 1996. In: Économie rurale. N°238, 1997. Représentation politique et sociologique du monde agricole et rural français. 2e partie. pp. 44-46;
https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1997_num_238_1_4858

Fichier pdf généré le 26/03/2019



Sommet mondial de l'alimentation

Rome • 11-18 novembre 1996

Grand messe, certes, (plus de six mille délégués officiels et trois mille représentants des organisations non gouvernementales, les ONG), mais aussi moment intense de réflexion sur les politiques agricoles pratiquées par chacun des 194 pays participant et de propositions – par la FAO avec son Plan d'action, par de nombreuses organisations internationales, par certains pays dont la France avec la Commission Pelletier (1), par de nombreuses ONG dont les organisations françaises de solidarité internationale, le CCFD, Solagral, etc., le Forum des ONG et la FIPA, Fédération internationale des producteurs agricoles, au niveau international.

Moment intense d'information aussi avec, tous les jours de cette semaine exceptionnelle où Rome était la capitale du monde et l'agriculture au centre de l'attention internationale, cinq quotidiens spécialisés dont un en langue française (publié par ENDA, une ONG suisse localisée à Dakar), un debriefing quotidien du Programme alimentaire mondial (PAM) sur la situation dans la région des Grands Lacs - Ouest Zaïre et une série de colloques sur la démographie (Ph. Collomb), la production agricole durable (H. Carsalade, M. Petit), la chaîne alimentaire (A. Sowadogo, Pr. D. Hillel), l'accès à la nourriture (H. de Haen, N. Alexandratos), le développement endogène (Université de Gênes), l'accès à la terre, le maintien de la biodiversité, l'éradication de la pauvreté, l'expérience sénégalaise, la journée des femmes pour l'alimentation alternative, le contrat social pour la sécurité alimentaire globale (Forum des ONG).

Par rapport à la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974, plusieurs évolutions sont manifestes. La plus importante provient de la FAO elle-même qui a produit des évaluations de

la situation et des prospectives de grande valeur (2) emplies d'un réalisme qui tranche avec les mises en garde et les déclarations d'intention de 1974. A tel point que l'engagement de diminuer de moitié, en vingt ans, le nombre des sous-alimentés, alors que les tendances laissent prévoir une simple décroissance du quart de ceux-ci, a suscité les sarcasmes de Fidel Castro devant un tel manque d'audace.

La deuxième évolution, résultat de la Conférence internationale sur la nutrition de 1992, vient de la prise en compte des phénomènes de malnutrition à côté de la sous-alimentation quantitative jusqu'alors seule envisagée. Des cartes de l'insuffisance pondérale apparaissent qui montrent que l'Inde, le Pakistan et le Viêt-Nam, ainsi que la Mauritanie, le Niger et le Soudan ont, parmi les 82 pays à faible revenu et à déficit vivrier, les plus forts taux d'enfants de moins de cinq ans ayant un trop faible poids pour leur âge. Des évaluations des populations carencées en fer, en vitamine A, en iode et des tendances à l'obésité sont présentées qui montrent l'existence de ces phénomènes dans les pays développés eux-mêmes.

La troisième rupture provient de la prise en compte de l'importance des politiques économiques et institutionnelles dans l'évolution de la situation de la sécurité alimentaire des divers pays de la planète : l'accès à la terre et à l'eau, les effets des dévaluations, les effets des prix payés aux producteurs et de la rapidité de ces paiements, l'importance des infléchissements des évolutions démographiques, le rôle ambigu des caisses et des mécanismes de stabilisation des cours, le rôle des organisations paysannes et des filières, particulièrement les filières courtes et artisanales.

1. Sommet mondial de l'alimentation, Propositions de la Commission française d'experts présidée par Jacques Pelletier, ministère des Affaires étrangères, Nuol, Paris, 33 p., versions anglaise et espagnole disponibles.

2. Nikos Alexandratos, 1995, Agriculture, Horizon 2010, FAO, Rome, 480 p.

Une autre différence avec 1974, c'est la disparition des multinationales de la scène internationale. Elles ne sont plus l'objet de campagnes de boycott, tout juste si un paragraphe leur est consacré dans la déclaration des ONG. Adoptant un profil bas, n'ayant plus de programme conjoint avec la FAO, elles se contentent de fournir les produits demandés, y compris les CSM (corn soy mix) pour les rations d'urgence destinées par le PAM aux réfugiés des Grands Lacs.

On ne parle pas plus des « traders », les cinq sœurs qui manageaient le commerce mondial des céréales en 1972. Les *“merchants of grain”* n'ont plus besoin de faire parler d'eux : *“business as usual”* comme les TNC (transnational corporations) !

En revanche, il ne semble pas que l'importance de la recherche et de la vulgarisation agricoles ainsi que de l'éducation de base en zone rurale ait été bien perçue. La révolution verte n'est citée par les pays d'Asie que comme un hommage au passé et la révolution doublement verte est à peine évoquée.

De même, les niveaux d'action publique autres que l'État ne sont que très rarement cités, ni le niveau local, ni le niveau sous-régional, pourtant très souvent seul pertinent pour la définition de politiques de protection des marchés et la création de zones de libre-échange agricole.

Des interventions officielles, on retiendra le plaidoyer inaugural (en français) du pape en faveur de la responsabilité collective des nations et individuelle des gouvernements et des hommes : "Par leurs interventions, ils peuvent modifier des situations". Il affirme aussi qu'une population nombreuse, "ce qui ne veut pas dire que sa croissance peut être sans limite", peut constituer la source du développement. Il faut sans cesse rechercher "l'unité de la nation humaine".

Boutros Boutros Ghali, le Secrétaire général des Nations Unies, parlant lui aussi en français, a rappelé l'engagement international pour intervenir dans l'Ouest Zaïre ainsi que les conclusions du Caire sur le lien entre croissance démographique trop rapide et insécurité alimentaire.

Le Directeur général de la FAO, Jacques Diouf, ingénieur agronome de Grignon, a présenté la Déclaration et le Plan d'action, insistant sur l'importance de la proclamation du droit à une

alimentation saine et équilibrée et sur l'engagement principal de réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre des affamés.

Le vice-Premier ministre du Zaïre a exposé que son pays peuplé de 44 millions d'habitants dont 70 % sont des ruraux, disposait de 80 millions d'ha de terres arables, de 170 millions d'ha de forêts et de quoi nourrir 35 millions de bovins et récolter 700 000 tonnes de poisson par an. Le potentiel hydroélectrique est équivalent à 300 millions de tonnes de pétrole par an. Après l'hébergement de 3 millions de réfugiés, le cheptel du Nord Kivu est passé de 450 000 à 30 000 têtes. Il a demandé que toute aide humanitaire destinée aux réfugiés soit stockée et distribuée dans leurs pays d'origine, c'est-à-dire au Rwanda et au Burundi et non au Zaïre.

Dan Glickman, US Secretary of Agriculture, a appelé de ses vœux un marché mondial des agriculteurs permettant à tous les agriculteurs du monde, y compris les exploitants familiaux, de se rencontrer avec leurs consommateurs. Il a appelé les leaders des PED, pays en développement, à modifier leurs politiques nationales, y compris en matière démographique, et à se rappeler que le secteur privé est le plus grand réservoir disponible dans la lutte contre la faim.

Nafis Sadik, la Secrétaire générale pakistanaise du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), a indiqué que toutes les études réalisées dans les PED montraient que les femmes désiraient avoir moins d'enfants que leurs parents. Elle a plaidé pour que les femmes et les jeunes filles puissent accéder à la propriété de la terre et de l'eau, au crédit et à la formation.

Le président Mugabe du Zimbabwe a assuré sans sourciller que pour favoriser les *"small farmers"* il y avait deux maîtres mots : *"liberalisation and deregulation"*.

Le Premier ministre de Chine, Li Peng, a assuré que, depuis les réformes de 1979, la Chine pouvait se nourrir elle-même, compte tenu de sa politique démographique. Ses importations n'avaient pour but que de compenser certaines difficultés de transport interne et certains problèmes de qualité.

Le vice-Premier ministre du Viet-Nam, Tran Duc Luong, a estimé que les progrès de l'agriculture ont permis à son pays de devenir le troisième (et bientôt le deuxième) exportateur de riz du

monde. La politique de location à long terme de la terre aux 10 millions de familles rurales les a motivées et a libéré leurs forces productives.

Le ministre de l'Agriculture du Sri Lanka, M. Battaramulla, a annoncé son intention de réviser une politique agricole jusqu'alors fondée sur une production du riz à un coût trop élevé et sur des subventions sur l'eau, les intrants et en faveur des consommateurs pauvres.

Le Premier ministre de la France, Alain Juppé, a affirmé l'intérêt de traiter le problème de la faim, non par des "politiques centralisées d'autosuffisance alimentaire", mais aux niveaux où il se pose, notamment au niveau des échanges régionaux entre États voisins, en "rapprochant les villes des campagnes", en "développant les achats locaux d'aide alimentaire". Il a plaidé pour une adaptation des programmes de recherche, portant davantage sur les plantes "orphelines". Il a insisté sur "l'accès aux moyens de production, aux droits fonciers et aux réseaux de crédit agricole". Il a annoncé une contribution financière importante de la France au programme spécial pour les 82 pays à faibles revenus et à déficit vivrier.

D'une manière générale, on peut donner la liste suivante des pays d'Afrique qui, au vu de leurs politiques agricoles annoncées, seraient en voie de devenir exportateurs de produits agro-alimentaires : Tunisie, Maroc, Mali, Burkina Faso, Ghana, Sierra Leone, Bénin, Congo, Ouganda, Tanzanie, Botswana, Afrique du Sud, Zimba-

bwe, Maurice. Per Pinstrup Anderson, directeur général de l'IFPRI (1) a appelé à un fort accroissement des investissements agricoles dans les zones d'agriculture sèche où vivent 160 millions d'habitants en marge de la pauvreté, soit un tiers des 550 millions d'habitants de l'Afrique subsaharienne (qui seront 1,2 milliard en 2025).

Un tel sommet pouvait difficilement avoir une conclusion. C'est maintenant aux acteurs eux-mêmes de valider ses analyses réalistes en mettant en œuvre son Plan d'action. Celui-ci contient tellement de mesures, éventuellement contradictoires, que seule une stratégie nationale et régionale permettra de lui donner une réalité concrète. On voit d'ailleurs combien le Sommet mondial de l'alimentation aurait eu un caractère plus réel si, comme cela avait été envisagé initialement, le Plan d'action mondial avait été accompagné d'une série de Plans d'action pour chacune des grandes régions ou sous-régions (Afrique de l'Ouest, Afrique orientale et austral, Pays méditerranéens, Asie orientale, Asie du Sud, Amérique latine, Pays de l'Est européen, Moyen-Orient) du monde en développement et du monde développé.

Alain REVEL • Rapporteur de la Commission française d'experts pour la préparation du SMA

1. IFPRI, International Food Policy Research Institute. A 2020 Vision for Food, Agriculture and the Environment. Washington, 1995.